

JANVIER 2024



NOISE ESSEC

L'empreinte des mots

**Décroissance : de la récession à
une sobriété soutenable et
souhaitable #1**

**Critiques de livres pour
un monde plus durable**

**Épisode 1 : Jean Gadrey, *Adieu à la
croissance***

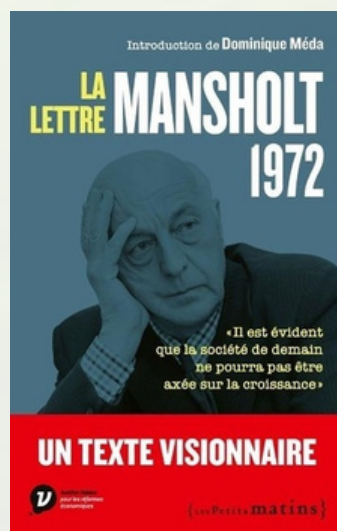
Par Jeanne Rodriguez pour le pôle MSN

Le 6 décembre 2023, Bruno Lemaire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, a écrit sur LinkedIn : « Croissance et climat sont compatibles ! Je ne crois pas à l'idéologie de la décroissance et je la combattrai ». Dans la suite de son post, il explique qu'une « nouvelle croissance », construite avec et non contre la planète, est nécessaire. La décroissance est selon lui dangereuse, car source d'inégalités et de pauvreté ; voire même inutile car la France serait un exemple de **découplage** entre croissance économique et émissions de gaz à effet de serre. Ce post a suscité plus de cinq-cents commentaires virulents une semaine à peine après sa publication : certains contestent tout découplage absolu, sources du ministère à l'appui (Thomas Wagner, fondateur du média *Bon Pote*), tandis que d'autres tentent de préciser les termes du débat en rappelant qu'il est toujours bon de préciser de quelle (dé)croissance on parle en ajoutant des compléments du nom (Jean-Marc Jancovici).

Ce post polémique est révélateur de la tension actuelle au cœur du débat autour de la pertinence de la croissance. En effet, la croissance économique d'un pays, qui fait référence à l'évolution du PIB par tête sur le long terme, a au cours de ces dernières décennies été valorisée en tant que vecteur de progrès, d'innovation, de bien-être et de réduction de la pauvreté. Aujourd'hui, et depuis la célèbre publication du club de Rome **Halte à la croissance** [1],

[1] Dans *The Limits to Growth*, une étude du MIT publiée en 1972, Donella et Dennis Meadows montrent notamment que la rareté des ressources couplée à l'augmentation de la population mondiale pourraient limiter les possibilités de croissance future. Ce rapport se concentrait sur les enjeux d'épuisement des ressources et de pollution, et non pas sur le réchauffement global de la planète, sur lequel l'accent fut mis à partir de la fin des années 1980.

la croissance est contestée pour des raisons sociales et écologiques : la production de biens matériels ne peut continuer à augmenter indéfiniment dans un monde aux ressources finies. La remise en cause de la croissance s'articule autour de deux principaux motifs : d'une part au nom du bien être, qui n'augmente plus au-delà d'un certain niveau de revenu ; et surtout en raison du lien causal entre croissance et émissions de gaz à effet de serre, dégradation de la biodiversité et raréfaction des ressources. La prise de conscience n'est donc pas nouvelle et elle a été relayée à l'échelle européenne dès cette époque, comme en atteste la *Lettre Mansholt* de 1972.



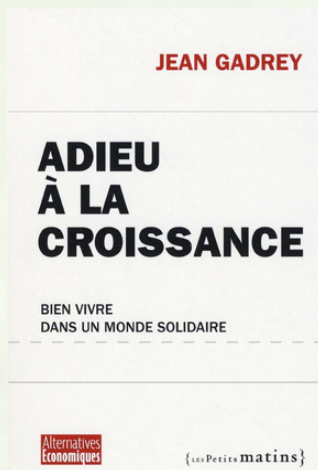
Dans cette lettre, le vice-président de la commission européenne souligne la nécessité du passage d'une « Europe verte » à une « **Europe écologique** » et propose des mesures concrètes afin de faire face aux défis climatiques à venir, allant d'un système européen de distribution des matières premières à l'instauration de certificats de production « CR » (*clean and recycling*) en passant par la promotion de la durabilité des biens de consommation et une réorientation de la recherche vers le recyclage et les productions non-polluantes.

Ce projet visionnaire est tombé dans l'oubli, sûrement à cause de sa mauvaise réception tant à gauche qu'à droite de l'échiquier politique [2].

Depuis, ceux qui pensent à l'instar des **objecteurs de croissance**, contrairement à Bruno Lemaire, que croissance et (protection du) climat sont incompatibles, sont parfois adeptes de ce qu'on nomme la « décroissance », « la post-croissance » ou encore « l'a-croissance ». Notre ministre évoque une « idéologie » : doit-on donc parler d'idéologie et de croyances, ou bien d'une théorie appartenant à la science économique ? Si, comme Bruno Lemaire l'avance, la décroissance est source d'inégalités et de pauvreté, n'est-ce pas aussi le cas de la croissance telle que nous l'observons depuis la Révolution industrielle ? Dans quelle mesure la décroissance est-elle souhaitable et économiquement viable ?

Ce sont ces questions que nous allons tenter d'aborder, à défaut de toujours savoir y répondre, en analysant cinq livres sur la décroissance dans cette série de quatre articles intitulée *Décroissance : de la récession à une sobriété soutenable et souhaitable*. Dans ce premier article, je vous parlerai d'*Adieu à la croissance*, de Jean Gadrey. Les semaines prochaines, vous en apprendrez plus sur *Prospérité sans croissance* de Tim Jackson, *Le pari de la décroissance* de Serge Latouche, *Ralentir ou périr* de Timothée Parrique, et enfin *Sortir de la croissance* d'Eloi Laurent.

[2] Georges Marchais, alors secrétaire général du PCF, écrit en effet dans *L'Humanité* le 5 avril 1972 : « L'Europe de la misère et de la régression économique : voilà le programme, noir sur blanc, du héraut du Marché commun », dénonçant alors tout particulièrement une politique qualifiée de « malthusienne », Mansholt insistant sur la surpopulation à venir.



Jean Gadrey part d'un constat simple : nous faisons face à une triple crise, à la fois économique, écologique et sociale. Dans ce livre, il propose une solution à cette situation selon lui provoquée par un système encourageant la croissance sans se préoccuper de ses externalités sociales et environnementales.

Sans parler de décroissance, Jean Gadrey défend dans son ouvrage une **société de « post-croissance »**, c'est-à-dire une « société soutenable de sobriété et de plein-emploi, débarrassée de l'obligation de croissance et impliquant une forte réduction des inégalités ». Il explique préférer ne pas utiliser ce terme pour des raisons sémantiques : ceux qui soutiennent la décroissance ne voient pas en elle une croissance négative, ce qui peut prêter à confusion dans le débat public (décroître ne signifie en effet pas la même chose qu'arrêter de croître : dans le premier cas, la quantité de biens produits diminue, tandis que dans le second elle stagne). Le projet d'une **société soutenable** libérée de la croissance est donc moins radical que celui de décroissance. En effet, la fin de la croissance n'est pas synonyme d'un « état stationnaire » tel que défini par les économistes du XIXe, mais d'une absence de croissance de quantité produite, compatible avec la croissance de la qualité et de la durabilité (d'où l'importance de toujours préciser de quelle (dé)croissance on parle, comme rappelé en introduction de cet article !).

Mais malgré cette nuance, cet « adieu à la croissance » peut sembler déroutant car la croissance a toujours été présentée comme la solution à tous les problèmes et aux inégalités. Ainsi, n'y a-t-il pas une corrélation entre l'augmentation du bonheur et celle du PIB ? Peut-être, mais pas au-delà d'un certain seuil (1/2 du PIB/habitant en France selon ses dires). Même chose pour l'espérance de vie à la naissance (les cas des US est à ce titre assez éloquent). De même, a-t-on besoin de croissance pour réduire la pauvreté? Dans les pays riches, la croissance ne semble pas avoir permis de réduire la pauvreté ces dernières décennies ; il s'agit plutôt d'un enjeu de redistribution, d'autant plus que la pauvreté n'est pas seulement monétaire, mais multidimensionnelle (économique mais aussi affective, relationnelle, etc). Les pays plus pauvres, quant à eux, ont besoin d'un développement humain qui passe par la croissance de certaines infrastructures et services.

Cependant la corrélation entre hausse du PIB et hausse des émissions de gaz à effet de serre, quant à elle, ne semble pas disparaître au-delà d'un quelconque seuil ! Le point de départ est peut-être là : nous vivons la première crise où la raréfaction des ressources et les dégâts écologiques ont autant d'impact sur la situation économique. La crise écologique et la crise macroéconomique semblent en effet liées : les tensions sur les ressources énergétiques mondiales freinent la croissance. Nous faisons donc face à un risque de prolongation de la crise actuelle en cas d'absence de réorientation structurelle.

Cette réorientation implique-t-elle un changement complet de paradigme ? Selon Gadrey, personne ne peut pour l'instant répondre à la question de savoir si on peut résoudre cette crise dans le cadre d'un « capitalisme réformé ».

Mais on peut cependant remarquer que le capitalisme s'est historiquement développé sur la base de la destruction et de la privatisation des ressources. De plus, les besoins actuels de sobriété et de planification risquent d'entrer en conflit avec son dynamisme, tel qu'observé ces derniers siècles. Tout ce qu'on peut donc affirmer, c'est qu'un tel capitalisme sans profit ni expansion n'a jamais existé. D'autres alternatives à la croissance, comme la croissance verte et la croissance immatérielle (des services notamment) sont également proposées, mais c'est peut-être oublier que les services ne sont pas tout à fait immatériels non plus, et peuvent à leur tour générer des externalités environnementales préjudiciables...

Après avoir fait un tour d'horizon du contexte historique, Jean Gadrey partage avec ses lecteurs des propositions concrètes pour faire face à une crise à la fois économique, sociale et écologique. Il s'agit de montrer d'une part que d'autres modèles sont déjà mis en œuvre, et d'autre part que des solutions sont imaginables. Parmi toutes ses recommandations, on peut noter la mise en place d'un revenu maximum (multiple du revenu minimum) [3], une plus grande redistribution, la promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS), du bénévolat et des services publics, ou encore la pertinence d'une politique mondiale de promotion des énergies renouvelables et de la sobriété énergétique pour réduire notre dépendance aux énergies fossiles afin d'atténuer les conflits.

[3] A ce sujet, je vous conseille notamment Le facteur 12 : Pourquoi il faut plafonner les revenus, de Gaël Giraud et Cécile Renouard. Les deux auteurs préconisent de limiter un écart de 1 à 12 entre le revenu le plus bas et le revenu le plus élevé dans la société.

Mais ces réorientations nécessaires sont-elles socialement acceptables ? Quelle partie de la population sera la plus impactée par d'éventuelles limitations de production ? Les mesures prises à des fins écologiques sont inséparables d'enjeux de justice sociale. Ainsi, lorsqu'on parle de **décroissance du nuisible**, Jean Gadrey insiste sur l'importance de ne pas oublier de mentionner la **croissance durable**, c'est-à-dire toutes les améliorations permises par ce nouveau paradigme économique et social ; je citerai les principales : services publics plus nombreux, biens plus durables, augmentation du temps libre et gain de sens dans un travail aux fins écologiques et sociales plutôt qu'au service de l'expansion des marchés.

En conclusion de ce livre, j'aimerais retenir la citation suivante : « **La réduction des inégalités est une condition essentielle de réussite de cette réorientation** », une réorientation tant sociale qu'écologique. Les questions sociales et environnementales ne doivent donc pas être opposées, comme cela est souvent le cas dans le débat public (la crise des gilets jaunes n'est à ce titre qu'un exemple parmi d'autre). Une société post-croissance n'a pas vocation à diviser mais à unifier, afin d'**allier sobriété et plein emploi**.

*

Jean Gadrey est un économiste français qui s'est au cours de sa carrière spécialisé dans les indicateurs (alternatifs) de richesse et dans l'étude des limites de la croissance, comme en attestent ses essais *Les Nouveaux Indicateurs de richesse* avec Florence Jany-Catrice et *Adieu à la croissance*. Dans son blog *Debout* (<https://blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey>), actif jusqu'en 2021, vous pourrez trouver des articles qui décryptent l'actualité économique.